

des affaires et le souci de soulager les confrères en payant collectivement la capitation. D'autre part, les procureurs désertaient les manifestations publiques de leur corps.

Au terme d'une démonstration clairement structurée, C. Dolan montre tout le profit qu'il y a à revenir à l'étude de la matérialité des sources et à celle de la scripturalité pour ré-interroger les objets qu'elles font émerger. En l'occurrence, l'analyse de ces trois registres aide à comprendre les mutations des pratiques délibératives au XVIII<sup>e</sup> siècle, la dynamique des corps et des communautés constitués et, en filigrane, la convergence des pratiques politiques, *lato sensu*, à l'échelle du royaume. L'auteure nous conduit bien au-delà du cas particulier des procureurs au parlement de Toulouse et c'est justement tout l'intérêt de cette étude de cas.

STÉPHANE DURAND

1 - Claire DOLAN, *Les procureurs du Midi sous l'Ancien Régime*, Rennes, PUR, 2012.

### **Pauline Lemaigre-Gaffier**

*Administrer les Menus Plaisirs du roi.*

*L'État, la cour et les spectacles dans la France des Lumières*

Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016, 372 p.

Intervenant dans les coulisses des grands événements dynastiques, des divertissements de cour et des démonstrations quotidiennes de la majesté du roi, le service des Menus Plaisirs est souvent rattaché à l'historiographie des diverses représentations politiques de la monarchie ou de l'évolution des arts scéniques. Pauline Lemaigre-Gaffier s'intéresse, pour sa part, au processus d'institutionnalisation des Menus Plaisirs au XVIII<sup>e</sup> siècle, cherchant à les sortir du statut marginal qu'ils occupaient aux yeux de leurs contemporains comme des historiens plus tardifs. L'auteure analyse ainsi les « spécificités et [les] mécanismes de l'administration curiale » (p. 12), afin d'élucider ce qu'« administrer » signifiait au XVIII<sup>e</sup> siècle. La position intermédiaire occupée à cette époque par les Menus Plaisirs – partagés entre la Maison du roi et la notion plus abstraite d'un

service de l'État – en fait un sujet idéal pour l'étude de tels changements.

L'image des Menus Plaisirs qui se dessine à travers l'étude des archives administratives dont P. Lemaigre-Gaffier fait un usage abondant évoque davantage le registre comptable que les fastes du théâtre de cour. La première section de l'ouvrage comprend un bref historique des évolutions qui modifièrent, à plus long terme, l'organisation de la Maison du roi, de l'Argenterie médiévale aux Menus Plaisirs du début de l'époque moderne, démêlant ainsi l'écheveau des structures comptables et administratives que rassembla par la suite l'institution du XVIII<sup>e</sup> siècle. Parmi les thèmes récurrents, on relève l'importance du contrôle exercé sur les flux financiers et matériels au sein de la Maison du roi, ainsi que les enjeux symboliques et les batailles administratives entourant les dépenses relatives aux objets physiquement proches du roi (p. 57).

L'influence des Menus Plaisirs ne se limitait pas à Versailles : ceux-ci prenaient part à l'administration par la cour des théâtres privilégiés de Paris, et de la Comédie française en particulier. La supervision des Premiers Gentilshommes était en partie déléguée aux Menus Plaisirs, qui pouvaient, entre autres tâches délicates, intervenir dans la gouvernance interne de la Comédie, faisant notamment appliquer l'ordre controversé de « rendre compte par écrit » (p. 95) des activités menées par la compagnie.

L'évolution et la transmission des techniques bureaucratiques forment ainsi le cœur de la deuxième section de l'ouvrage, une étude des pratiques administratives immergeant le lecteur dans un corpus documentaire constitué d'états comptables et de notes argumentatives. L'efficacité des Menus Plaisirs dépendait pour une grande part de « techniques d'enregistrement de flux et de gestion de l'argent du roi » (p. 108) dans leur domaine réservé. La séparation des rôles entre ordonnateur et comptable, sur laquelle reposaient les finances publiques françaises, fut systématisée par les Menus Plaisirs à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Durant les années 1780, la création de documents comptables fut davantage encouragée par la demande d'une transparence accrue dans les comptes publics, associée au penchant

monarchique plus ancien pour les systèmes de classification complexes, à travers « une synthèse caractéristique de l'administration royale des Lumières » (p. 118). Bien qu'elle mette le lecteur en garde contre la projection anachronique des pratiques budgétaires modernes sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, P. Lemaigre-Gaffier relève d'importants changements dans l'administration publique au moment de la réforme de la Maison du Roi en 1787 : « [la dépense] n'est plus seulement un acte de libéralité royale, mais un processus bureaucratique, dont les pratiques documentaires créent progressivement les conditions matérielles de décomposition, de publication, et de justification » (p. 153).

Si, dans la troisième section de l'ouvrage portant sur les intendants, l'auteure s'efforce d'éviter l'approche biographique au profit d'une démarche plus structurelle, Denis Pierre Jean Papillon de La Ferté (1727-1794) domine inmanquablement le récit, grâce aux journaux et autres écrits qui subsistent de lui aujourd'hui. La position des intendants des Menus Plaisirs pouvait s'avérer délicate, en raison de leur subordination aux Premiers Gentilshommes de la Chambre. Un tel statut reflétait l'infériorité sociale des familles de financiers dont étaient issus les premiers, au regard de la noblesse plus ancienne des seconds. Les intendants devaient en outre composer avec la structure hiérarchique de la cour tout en conservant leur légitimité dans le domaine artistique ; Papillon de la Ferté défendit ainsi le droit de transmettre sa charge à son fils en invoquant l'association particulière de savoir-faire administratif et de « bon goût » (p. 213) inculqués à ce dernier par son éducation.

L'auteure livre certaines de ses découvertes empiriques les plus frappantes lorsqu'elle considère l'effort de rationalisation des dépenses permis par la création de magasins facilitant la réutilisation des structures éphémères et des décors de scènes. Déléguant une moindre part de la production matérielle des spectacles aux compagnies de théâtre privilégiées, les Menus commencèrent à fabriquer décors et costumes et à négocier directement avec les fournisseurs. Les conséquences financières de cette initiative en apparence logique

se révélèrent plus complexes qu'on ne l'imagine : si l'on note d'une part une baisse du coût des funérailles, dont on pouvait standardiser les éléments, d'autre part le coût global des mises en scène de spectacles connut une augmentation impressionnante, de 42 058 livres tournois en 1698 à 1 347 177 en 1786, une hausse significative y compris au regard des prix fluctuants de la période. Les comptes des Menus démontrent que l'importance grandissante du théâtre à la cour durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle coïncida avec un déclin relatif des dépenses associées au rituel quotidien du roi. La « théâtromanie » fervente de l'époque eut une influence profonde sur la cour, qui se mit à utiliser des dispositifs coûteux et élaborés (comme ce fut par exemple le cas pour la production d'*Athalie* au mariage du futur Louis XVI), jusqu'alors réservés aux seules mises en scène d'opéra.

L'ouvrage apporte d'importantes contributions à l'histoire des pratiques administratives à la cour et permet de mieux appréhender la manière dont fonctionnait l'administration royale des arts au XVIII<sup>e</sup> siècle. Toutefois, l'accent mis sur les rouages internes des Menus Plaisirs dessert parfois l'objectif louable que se fixe l'auteure lorsqu'elle cherche à comprendre comment et pourquoi cette organisation en vint à se doter de compétences spécifiques. Pour y parvenir, il aurait fallu fournir plus d'informations sur le statut des Menus face aux administrations de la Maison du Roi se disputant avec eux financements et prééminence, mais aussi s'interroger sur le rôle joué par le souverain lui-même dans les décisions impliquant les Menus. Il aurait également été utile pour les lecteurs de rapprocher la discussion sur la nature juridique du bureau des intendants avec la réflexion sur les notes administratives et les structures comptables.

De manière plus générale, dans le contexte de « la culture matérielle du spectacle monarchique » (p. 283) que vise à étudier l'ouvrage, on attendrait des exemples plus concrets liant les aspects administratifs et artistiques de l'œuvre des Menus. En rapprochant le travail des artisans et des administrateurs (à l'image des ponts établis par Pamela Smith entre sciences et artisanat), l'auteure aurait pu éclairer davantage l'évolution spectaculaire

des dépenses au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Dans son ensemble, cependant, l'ouvrage démontre efficacement pourquoi l'institutionnalisation des Menus Plaisirs – ou « la pérennisation de l'éphémère » (p. 337) – mérite qu'on lui porte une attention sérieuse, plutôt que de les voir relégués en marge des travaux historiques sur la cour dans la catégorie des spectacles frivoles. À travers leur évolution, les méthodes comptables, permettant de tracer les mouvements de fonds et d'objets, ont à leur tour modifié le sens de la gestion des politiques artistiques sous l'Ancien Régime : pareille leçon sur le pouvoir des documents écrits devrait trouver un écho tout particulier à notre époque fondée sur l'échange de données.

ANDREI PESIC

Traduction d'Aurore Clavier

1 - Pamela SMITH, *The Business of Alchemy: Science and Culture in the Holy Roman Empire*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

### Verónica Undurraga Schüler

*Los rostros del honor. Normas culturales y estrategias de promoción social en Chile colonial, siglo XVIII*

Santiago, Editorial Universitaria/DIBAM/  
Centro de Investigaciones Diego Barros  
Arana, 2013, 428 p.

Fréquemment convoqué dans les années 1990 par l'historiographie des élites de l'Amérique espagnole, dans la lignée des travaux fondateurs de Julian Pitt-Rivers, José Antonio Maravall, Américo Castro ou Julio Caro Baroja, le thème de l'honneur était, depuis lors, et malgré quelques exceptions notables, quelque peu tombé en désuétude dans la majorité des travaux d'histoire sociale et culturelle. Pivot de la culture hispanique à la période moderne, l'honneur, en ses différentes acceptions – *honor* ou *honra*, ce dernier terme étant plus proche de la réputation, notamment dans sa version féminine –, fut partie intégrante d'un modèle culturel transféré et implanté dans le Nouveau Monde. Il en vint à informer, au sens aristo-

télien du terme, l'ensemble de la société des Indes, des élites aristocratiques d'origine « péninsulaire » ou créole, héritières revendiquées de la noblesse d'Espagne, à un monde de métis enrichis fort soucieux de leur « pureté de couleur », y compris dans le cas des Afro-descendants.

Discours exclusivistes, pratiques normées et stratégies discriminantes se déclinent à des degrés divers dans les différents espaces constituant la Monarchie hispanique, le paradigme de la noblesse se trouvant dûment retranscrit dans les « relations de mérites et services » faisant état de la « pureté de sang » (*pureza de sangre*) des intéressés. Leur généalogie doit être exempte d'ascendances maure, juive ou africaine (*mala raza*), ou encore d'ancêtres condamnés par le Saint-Office, et à même d'attester l'ancienneté de leur noblesse ainsi que les mérites de leurs ascendants par les « quatre côtés », sans compter la respectabilité attachée aux « offices », qui est refondée par la cédula royale de 1783. Ces élites trouvent plus particulièrement à s'exprimer en milieu urbain, où la culture de l'apparence fonde un mode de vie et de comportement, et où les frontières sociales tendent à se diluer dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Dans le creuset social de la ville baroque et plus encore de la ville des Lumières, les « visages de l'honneur » se déclinent au fil des règles de sociabilité et, inversement, parviennent à l'occasion à les subvertir, si l'on considère les usages revendiqués du distinctif *don* ou *doña* et la plasticité des contenus sémantiques associés au concept.

Centrée sur la ville de Santiago, capitale d'un espace situé sur les marges de l'empire espagnol, dépourvue de la richesse minière qui fut à l'origine de l'aristocratie de Nouvelle-Espagne à la même époque, ou des productions à haute valeur commerciale (cacao) qui firent la richesse des propriétaires d'haciendas de Terre Ferme (Venezuela), l'étude de Verónica Undurraga aborde un ensemble d'attitudes et de pratiques dans lesquelles l'espace public joue un rôle majeur. La conjoncture propre à l'Amérique espagnole de croissance démographique du monde métis et, par conséquent, de pression sociale des *castas* ou « libres de couleur », selon l'expression désormais consacrée, est essentielle pour prendre la mesure du phénomène.